

BRÈVES ÉCONOMIQUES

AFRIQUE CENTRALE

Semaine du 19 au 23 octobre 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE YAOUNDE

Faits marquants de la semaine :

- **Régional** : repli des taux débiteurs dans la CEMAC au T2 2026, malgré de fortes disparités nationales.
- **Cameroun** : Fitch abaisse la note souveraine du Cameroun à « B- », assortie d'une perspective stable.
- **Centrafrique** : nouvelle offre de rachat de 7,5 Mds FCFA de titres publics après un premier essai peu concluant.
- **Congo** : 1 671 Mds FCFA du service de la dette remboursés sur les 1 780 Mds FCFA initialement prévus.
- **Gabon** : les arriérés de dette atteignent 1 198,8 Mds FCFA à fin juin 2026, en hausse de près de 10 % en six mois.
- **Guinée Équatoriale** : l'inflation atteint le seuil communautaire de 3 % en moyenne annuelle en septembre.
- **Tchad** : le groupe ivoirien AFG en passe de prendre le contrôle de la BHT.
- **RDC** : le groupe français Elektys prospecte le marché congolais de la fibre optique et de l'énergie.

Régional

Secteur financier : repli des taux débiteurs dans la CEMAC au T2 2026, malgré de fortes disparités nationales

Selon un rapport publié par la BEAC, au deuxième trimestre 2026, le taux effectif global (TEG) moyen des établissements de crédit dans la CEMAC a reculé à 10,99 %, contre 11,53 % un an auparavant et 12,38 % au trimestre précédent. Cette évolution masque toutefois d'importantes disparités entre les marchés nationaux. Le Gabon demeure le pays où le coût du crédit est le plus élevé, avec un TEG moyen de 21,51 %, en hausse de 144 points de base sur un an, porté notamment par le niveau particulièrement élevé des taux appliqués aux grandes entreprises (31,16 %). À l'inverse, le Cameroun conserve les conditions de financement les plus favorables parmi les principales économies de la sous-région, avec un TEG moyen de 8,22 %, malgré une progression de 45 points de base en glissement annuel. Le Congo enregistre, pour sa part, une baisse marquée de ses taux, à 10 %, contre 17,78 % un an plus tôt. La République centrafricaine (14,36 %) et la Guinée équatoriale (13,82 %) affichent également des niveaux supérieurs à la moyenne communautaire, tandis que le Tchad ressort à 8,47 %. Parallèlement, le volume des

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

11 %

Le taux effectif global (TEG) moyen des établissements de crédit dans la CEMAC au T2 2026

nouveaux crédits octroyés dans la CEMAC s'est établi à 2 903,6 Mds FCFA, en recul de 6,03 % sur un an, mais en progression de 15,7 % par rapport au trimestre précédent. Les entreprises demeurent les principales bénéficiaires de ces financements, captant 80,6 % de l'enveloppe globale — les grandes entreprises ont reçu 61 % du total des crédits accordés au cours de la période contre 19,7 % pour les PME.

Conjoncture : l'activité économique de la CEMAC progresse au T2 2026, soutenue par le secteur privé

La BEAC a [publié](#) le 13 octobre son rapport sur l'évolution de l'Indice Composite des Activités Économiques (ICAE), relevant une augmentation de 5,9 % en glissement annuel. Cette progression repose principalement sur le dynamisme du secteur privé, porté par les télécommunications, les services, le commerce et les activités agro-industrielles. La banque centrale note toutefois un net ralentissement de l'exécution des dépenses publiques, conséquence des

politiques de consolidation budgétaire menées au Cameroun, au Gabon, au Congo et en Guinée équatoriale dans le cadre des discussions avec le FMI. Le Cameroun émerge comme le principal moteur régional en apportant 3,8 points à la hausse globale, soutenu par les services financiers mobiles, les échanges commerciaux et les revenus élevés de la filière cacao. À l'inverse, la République centrafricaine enregistre la plus faible contribution (+0,1 point), pénalisée par une production aurifère en deçà des prévisions.

Cameroun

Notation: Fitch abaisse la note souveraine du Cameroun à «B-», assortie d'une perspective stable

Le 16 octobre 2026, *Fitch Ratings* a [abaissé](#) la note souveraine de long terme du Cameroun de «B» à «B-», assortie d'une perspective stable. Cette décision met fin à la perspective négative ouverte depuis novembre 2023. L'agence attribue cette dégradation «aux incertitudes politiques liées à la succession présidentielle et au resserrement des conditions de financement». Le marché bancaire de la CEMAC présente une capacité d'absorption limitée, l'exposition des banques aux titres souverains ayant atteint environ 30 % des actifs en 2025, contre 10 % en 2015. Parallèlement, l'État recourt davantage à l'emprunt commercial extérieur pour couvrir des besoins de financement bruts en hausse, projetés à 7,3 % du PIB en 2026 et 6,5 % en 2027 (contre 5 % en 2025). Conséquence directe de cette dégradation, les rendements obligataires camerounais ont progressé de 30 points de base à 10,65 % pour l'échéance 2033, et de 20 points de base pour l'échéance 2031.

Agriculture: lancement du Pacte national AgriConnect par le Cameroun, en partenariat avec la Banque mondiale

Le 21 octobre 2026 à Yaoundé, le gouvernement camerounais et la Banque mondiale ont [lancé](#) le Pacte national AgriConnect, aux côtés de différents partenaires techniques et financiers tels que l'Agence Française de Développement (AFD) ou le Fonds international de développement agricole (FIDA). Ce dispositif vise à moderniser les infrastructures agricoles, à attirer des capitaux privés et à développer huit filières prioritaires (maïs, riz, manioc, palmier à huile, cacao, soja, produits laitiers, pêche et aquaculture). Il s'inscrit dans la politique de substitution aux importations alimentaires portée par la Stratégie nationale de développement (SND30) et le Programme intégré de

substitution des importations agricoles et halieutiques (PIISAH). L'initiative cible un secteur structurant pour l'économie camerounaise : l'agroalimentaire génère environ 17 % du PIB, concentre plus de la moitié des recettes d'exportation hors pétrole et emploie 4,7 millions de personnes (soit 42 % de la population active), principalement au sein de petites exploitations.

Centrafrique

Finances publiques : nouvelle offre de rachat de 7,5 Mds FCFA de titres publics après un premier essai peu concluant

Le Trésor centrafricain a [organisé](#) le 19 octobre 2026, sur le marché des titres publics de la BEAC, une nouvelle opération de rachat de 7,5 Mds FCFA de titres arrivant à échéance d'ici la fin de l'année. Annoncée par communiqué du ministère des Finances et du Budget du 13 octobre, elle porte sur deux lignes : 2,5 Mds FCFA d'obligations du Trésor assimilables (OTA) au coupon de 6,5 %, échéant le 29 novembre, et 5 Mds FCFA de bons du Trésor assimilables (BTA) échéant le 9 décembre. Elle intervient cinq semaines après une première tentative, le 14 septembre, qui n'avait permis de racheter que 2,48 Mds FCFA sur 10 Mds FCFA visés (24,8 %). En parallèle, le Trésor sollicite 20 Mds FCFA par abondement de trois lignes d'OTA échéant en 2028 et 2029, aux coupons de 6,5 % à 6,75 %. Pour rappel, l'émission de septembre n'avait levé que 12,7 Mds FCFA sur 27,5 Mds FCFA recherchés. L'objectif est d'alléger les remboursements de fin d'année en reportant la charge sur des maturités plus longues. Selon les [données](#) de la BEAC, l'encours des titres publics centrafricains atteignait 462,3 Mds FCFA à fin juillet 2026, en hausse de près de 39 % sur un an, et était détenu à 68,5 % par des investisseurs camerounais.

Congo

Finances publiques : 1 671 Mds FCFA du service de la dette remboursés sur les 1 780 Mds FCFA initialement prévus

Selon le [rapport](#) sur la situation mensuelle de la dette publique de la Caisse congolaise d'amortissement (CCA), entre janvier et juillet 2026, le Congo a consacré 1 671 Mds FCFA au remboursement du principal et au paiement des intérêts de sa dette, pour un montant total prévu de 1 780 Mds FCFA. L'écart pourrait résulter d'impayés, de décalages dans le calendrier des échéances ou des opérations de réaménagement de la dette. Le calendrier des remboursements demeure particulièrement dense pour le Congo avec un service

de la dette de 788 Mds FCFA, dont 82 % pour la dette intérieure, prévu d'août à décembre 2026 par la CCA.

Marchés financiers : le Congo fait admettre deux emprunts obligataires totalisant 1,55 Md USD à la cote du Nasdaq Dubaï

Le 19 octobre, le ministre des Finances, Christian Yoka, a [annoncé](#) l'admission de deux émissions obligataires souveraines à la cote du Nasdaq Dubaï. Déjà admises à la Bourse de Londres, ces obligations bénéficient d'une nouvelle cotation qui doit permettre d'améliorer la visibilité des obligations du Congo auprès des investisseurs du Moyen-Orient et de faciliter leurs échanges sur le marché secondaire dans un contexte où le Congo cherche à maîtriser le coût de son endettement extérieur. La première émission, d'un montant de 700 M USD, a été réalisée en février 2026 avec un taux d'intérêt de 9,5 % et arrive à échéance en janvier 2035. La deuxième obligation, d'un montant de 850 M USD, émise en mai 2026 et également assortie d'un taux d'intérêt de 9,5 %, arrive à échéance en 2036.

Sylviculture : création d'une nouvelle agence pour renforcer le contrôle du commerce du bois

Le 14 octobre 2026, le gouvernement congolais a [approuvé](#) un nouveau projet de loi pour créer une Agence de contrôle des produits forestiers à l'exportation et à l'importation (ACPFEI) qui remplacera le Service de contrôle des produits forestiers à l'exportation (SCPFE). La nouvelle agence vise notamment à renforcer les engagements du pays relatifs à la gouvernance forestière, à promouvoir la transformation locale du bois et à se conformer aux exigences de l'accord de partenariat volontaire conclu avec l'Union européenne alors que le secteur forestier contribue à 5 % du PIB. Par ailleurs, l'ACPFEI devra s'assurer de l'application effective de l'interdiction d'exporter du bois en grume, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2023, alors que des dérogations ont encore permis d'exporter 428 341 m³ en 2024, pour une valeur de 21 Mds FCFA. Enfin, l'agence devra aussi promouvoir une exploitation forestière durable et limiter les dommages sur les écosystèmes.

Environnement : 8,8 Mds USD prévus pour la contribution nationale déterminée 3.0

La ministre de l'Environnement, Arlette Soudan-Nonault, a [présidé](#) les travaux de l'atelier national de validation du plan d'action et d'investissement de la troisième contribution nationale déterminée (CDN 3.0)

à Brazzaville le 19 octobre. La CDN 3.0 est un plan d'action climatique que les pays signataires de l'Accord de Paris (2015) doivent soumettre pour définir leurs engagements de réduction et d'adaptation. La CDN 3.0 du Congo couvre la période 2026-2035 et cherche à renforcer la résilience climatique en diminuant les émissions de gaz à effet de serre. Les besoins de financement globaux de ce plan s'élèvent à 8,8 Mds USD. Le représentant des Nations Unies au Congo, Abdouramane Diallo, a souligné le rôle essentiel des forêts congolaises dans la séquestration du carbone et la lutte contre le changement climatique.

Gabon

Finances publiques : les arriérés de dette atteignent 1 198,8 Mds FCFA à fin juin 2026, en hausse de près de 10 % en six mois

Selon une circulaire gouvernementale rapportée par Reuters le 19 octobre 2026, les arriérés de dette publique du Gabon ont augmenté de 9,4 % au premier semestre 2026, atteignant 1 198,8 Mds FCFA à fin juin, contre 1 094,6 Mds au 31 décembre 2025. Les arriérés extérieurs représentent plus d'un tiers du total et s'élèvent à 437,3 Mds FCFA, dont 176,7 Mds dus à China Exim Bank et 92,4 Mds aux créanciers multilatéraux. Les arriérés intérieurs sont estimés, par différence, à 761,5 Mds FCFA. Leur contenu ne saurait être précisément déterminé mais correspond, en partie, à des factures impayées aux entreprises.

Marchés financiers : le Gabon lève 1,5 Md USD en trois mois, avec des rendements obligataires proches de 12 %

Le Gabon a levé 1,5 Md USD, soit environ 870 Mds FCFA, sur les marchés internationaux à travers deux émissions obligataires de 920 M USD en juillet 2026 et de 580 M en octobre. Selon les cotations indicatives de *MSA Trader* au 16 octobre, le rendement de l'Eurobond arrivant à échéance en 2034 atteignait 11,958 %, pour un prix égal à 88,02 % de sa valeur nominale. Les obligations arrivant à échéance en 2031 affichaient des rendements compris entre 11,05 % et 11,13 %. Ces cotations ne correspondent pas nécessairement à des transactions effectivement réalisées. Pour 2027, le projet de budget prévoit 667,3 Mds FCFA de charges financières de la dette, en hausse de près de 37 % par rapport aux prévisions révisées de 2026. Le gouvernement prévoit également de mobiliser plus de 1 100 Mds FCFA sur les marchés internationaux. Le coût de ces futurs emprunts dépendra notamment de l'évolution des conditions de

marché, des discussions avec le FMI et de la gestion des finances publiques.

Marchés financiers : JPMorgan envisage d'intégrer les obligations de l'État à ses grands indices de dette émergente

JPMorgan a annoncé le 15 octobre 2026 que les obligations issues de placements privés pourraient devenir éligibles à ses indices obligataires des marchés émergents à partir de fin octobre. Selon Reuters, le Gabon figure parmi les pays concernés, aux côtés notamment du Cameroun et de l'Angola. L'intégration reste toutefois conditionnée à un examen des caractéristiques des titres. Pour être intégrées aux indices JPMorgan, ces obligations devront notamment satisfaire des critères de liquidité, de volume d'échanges, de nombre de banques intervenant dans leur négociation et d'écart entre les prix d'achat et de vente. Une éventuelle intégration pourrait accroître la visibilité des obligations gabonaises auprès des fonds d'investissement qui suivent ces indices, élargir la demande et faciliter les transactions sur le marché secondaire. Une amélioration de la liquidité pourrait également contribuer à réduire les rendements exigés par les investisseurs, sans que cet effet soit garanti. Cette perspective intervient après une nouvelle émission de 580 M USD en octobre 2026, portant à 1,5 Md USD le montant mobilisé par le Gabon depuis juillet. L'éligibilité aux indices JPMorgan pourrait ainsi élargir la base d'investisseurs potentiels, sous réserve de la validation des critères requis.

Conjoncture : participation du ministre de l'Economie et des Finances aux Assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale

Le ministre de l'Économie et des Finances, Thierry Minko, a participé aux Assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale, organisées du 12 au 18 octobre 2026 à Bangkok, en Thaïlande. Cette participation s'inscrit dans la poursuite des discussions avec les partenaires financiers internationaux, après une mission technique du FMI à Libreville du 14 au 25 septembre 2026 et la demande d'un nouveau programme adressée au Fonds en mars. Le projet de loi de finances 2027 prévoit un budget de 6 223,1 Mds FCFA, des ressources de trésorerie et de financement de 2 931,4 Mds FCFA et des charges d'intérêts de la dette de 667,3 Mds FCFA. Le gouvernement prévoit notamment de mobiliser environ 600 Mds FCFA sur le marché financier régional et plus de 1100 Mds FCFA sur les marchés internationaux. En parallèle, le Plan national de croissance et de développement 2026-2030 estime les

besoins d'investissement à près de 27 000 Mds FCFA, avec une contribution attendue du secteur privé comprise entre 17 000 et 18 600 Mds FCFA.

Guinée Équatoriale

Conjoncture : l'inflation atteint la norme communautaire de 3 % en moyenne annuelle en septembre

Selon les données [publiées](#) par l'Institut national de la statistique (INEGE), l'inflation en moyenne annuelle s'est établie à 3 % en septembre, contre 2,7 % en août. La dynamique est principalement portée par les prix des produits importés qui progressent de 4,2 % contre 1,9 % pour les produits locaux. En glissement annuel, les prix ont progressé de 5,9 %, et +0,7 % sur le seul mois de septembre. Par fonction, les hausses les plus marquées concernent les boissons alcoolisées et le tabac (+5,4 %), les loisirs et la culture (+5,4 %), la santé (+4,6 %) et les transports (+3,6 %). Le logement et l'énergie reculent (-3,5 %) et l'alimentation reste contenue (+1,8 %). Géographiquement, l'inflation se concentre à Malabo et Ebibeyin (4,9 %), Bata se limitant à 1,1 %.

Tchad

Secteur bancaire : le groupe ivoirien AFG en passe de prendre le contrôle de la BHT

Réunie le 14 octobre 2026 à N'Djamena, l'assemblée générale extraordinaire de la Banque de l'Habitat du Tchad (BHT) a approuvé un programme de restructuration et de recapitalisation. Celui-ci prévoit l'entrée d'Atlantic Financial Group (AFG) en qualité d'actionnaire majoritaire, selon un [communiqué](#) du ministère des Finances du 19 octobre. L'opération sera portée par AFG Central & East Africa, filiale d'AFG Holding. AFG rejoindra au capital l'État, la Caisse nationale de prévoyance sociale (CNPS) et la Société des hydrocarbures du Tchad (SHT). Ni la participation acquise, ni le montant de la recapitalisation, ni le prix n'ont été communiqués. Destinée à renforcer les fonds propres, la gouvernance et les capacités opérationnelles de la BHT, l'opération reste soumise à l'agrément de la COBAC.

RDC

Télécoms : le groupe français Elektys prospecte le marché congolais de la fibre optique et de l'énergie

Le groupe Elektys, entreprise française spécialisée dans les infrastructures numériques et énergétiques, souhaite développer ses activités en République démocratique du Congo. Son président a été reçu par le ministre congolais de l'Économie numérique pour [présenter](#) les compétences du groupe et ses ambitions dans le déploiement de la fibre optique et les infrastructures énergétiques. Cette démarche intervient alors que le gouvernement de la RDC prépare l'extension de la dorsale nationale en fibre optique sur 11 600 km, structurée en quatre lots géographiques devant faire l'objet de concessions de 20 ans attribuées à des opérateurs privés à l'issue d'un appel d'offres international, sous la conduite de l'Unité de gestion du Projet de transformation numérique (UGP-PTN). Au-delà des télécommunications, Elektys envisage d'intervenir aussi dans le développement des infrastructures énergétiques. Cette orientation pourrait positionner Elektys sur deux secteurs complémentaires, le déploiement des infrastructures numériques nécessitant une alimentation électrique fiable. À l'issue de l'audience, les discussions ont porté sur la perspective de mettre en place un pôle technique chargé d'identifier les priorités et de définir les prochaines étapes d'un éventuel partenariat. L'enjeu sera donc de transformer cette première prise de contact en projets définis, financés et compatibles avec les procédures de sélection applicables.

Environnement : la RDC, « pays-solution » de la biodiversité mondiale, au cœur des négociations financières de la COP17

Au cours de la 17^e Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique ([COP17](#)), qui se tient à Erevan en Arménie du 19 au 30 octobre 2026, la RDC défend la position de « pays-solution » abritant une part majeure du deuxième massif forestier tropical mondial et le plus grand complexe de tourbières tropicales de la planète, tout en réclamant une reconnaissance financière à la hauteur de ce rôle stratégique. Pour la RDC, l'enjeu est de transformer ce capital naturel en flux financiers prévisibles, alors que le Fonds national REDD+ (FONAREDD) a déjà mobilisé 350,6 M USD depuis sa création pour des programmes de gestion durable des forêts. Malgré ces atouts, la RDC reste confrontée à un défi de financement. Les besoins mondiaux pour inverser la perte de biodiversité sont

estimés à 200 Mds USD par an. Les pays en développement, dont la RDC, réclament des mécanismes de financement accessibles, ainsi que la reconnaissance formelle des territoires autochtones dans les objectifs de conservation. La réussite de la COP17 pour la RDC dépendra donc de sa capacité à obtenir des engagements concrets pour le bassin du Congo.

Agenda des évènements économiques et institutionnels à venir

Date	Evènement	Lieu
28-29 octobre 2026	Forum régional de la notation financière	Douala (Cameroun)
3-4 novembre 2026	Africa Financial Summit	Luanda (Angola)
11-13 novembre 2026	Africa Gas & LNG Summit 2026	Maputo (Guinée Équatoriale)
18-20 novembre 2026	5 ^{ème} édition du Cameroon Investment Forum (CIF 2026)	Yaoundé (Cameroun)
24-25 novembre 2026	Ambition Africa 2026	Paris (France)
25 novembre 2026	We Are French Touch – The French Creative Industries Summit	Paris (France)

Indicateurs macroéconomiques

	Croissance du PIB réel (en %)				Inflation (moy. Ann. en %)				*Solde Public (en %PIB)				Dettes Publiques (en %PIB)				Solde courant (en % PIB)			
	2026		2027		2026		2027		2026		2027		2026		2027		2026		2027	
	Valeur	**Rév.	Valeur	**Rév.	Valeur	**Rév.	Valeur	**Rév.	Valeur	**Rév.	Valeur	**Rév.	Valeur	**Rév.	Valeur	**Rév.	Valeur	**Rév.	Valeur	**Rév.
Cameroun	3,2	▼ -0,1	3,6	▼ -0,2	3,4	▼ -0,1	4,3	▲ 1,1	-2,2	▼ -0,5	-1,5	▼ -0,2	40,1	▲ 0,8	39,1	▲ 0,5	-4,8	▲ 0,3	-4,6	▲ 1,2
Centrafrique	2,7	▲ 0,1	3,3	▲ 0,3	3,5	▲ 2,0	3,0	▲ 0,5	-3,5	▲ 1,5	-3,7	▲ 2,5	43,5	▼ -20,5	44,5	▼ -22,1	-3,3	▲ 0,2	-3,4	▲ 0,2
Congo	3,5	▲ 0,7	3,6	▲ 0,3	4,0	▲ 1,2	3,4	▲ 0,4	5,2	▲ 4,8	5,2	▲ 2,2	80,5	▼ -10,7	77,6	▼ -8,2	5,2	▲ 11,2	3,6	▲ 9,4
Gabon	3,0	▲ 0,3	2,9	▲ 0,1	0,8	▼ -1,6	1,9	▼ -0,5	-10,4	▼ -0,5	-9,9	▲ 1,3	83,7	▼ -2,3	92,4	▼ -1,9	1,3	▲ 5,5	-2,2	▲ 3,3
Guinée Equatoriale	-1,7	▲ 1,0	-1,0	▲ 0,3	3,3	▲ 0,1	2,9	▶ 0,0	-0,6	▲ 1,0	-2,5	▲ 1,2	32,9	▼ -6,2	36,0	▼ -6,3	-0,1	▲ 1,5	-0,8	▲ 1,6
Tchad	4,5	▼ -0,8	5,4	▲ 0,5	-0,7	▼ -1,2	5,3	▲ 1,4	0,0	▲ 1,4	1,5	▲ 2,8	31,1	▲ 1,1	29,6	▼ -0,3	1,3	▲ 0,5	-0,3	▼ -0,6
CEMAC	3,0	▶ 0,0	3,5	▲ 0,1	2,4	▼ -0,3	3,8	▲ 0,6	-2,2	▲ 0,6	-1,7	▲ 0,9	50,4	▼ -1,2	50,7	▼ -1,5	-1,1	▲ 2,6	-2,2	▲ 2,1
RDC	5,2	▼ -0,7	5,7	▲ 0,3	4,3	▲ 1,0	7,4	▲ 1,0	-2,7	▲ 0,8	-2,4	▶ 0,0	23,7	▼ -0,9	26,9	▼ -0,9	-1,9	▲ 0,1	-0,9	▲ 0,7
Sao Tomé	0,4	▼ -3,0	1,9	▼ -2,0	11,0	▲ 1,5	9,6	▲ 1,7	-1,4	▼ -2,4	-0,5	▼ -2,1	55,9	▲ 5,5	54,2	▲ 6,8	-6,1	▼ -1,4	-4,8	▲ 0,3

Source : SER à partir du World Economic Outlook (WEO) du FMI, octobre 2026
*solde budgétaire global (dons inclus).
** Rév : Révision. Pour chaque variable, la colonne « Rév » indique la révision opérée par le WEO d’octobre 2026 pour les années 2026 et 2027 par rapport aux dernières prévisions (celles du WEO d’avril 2026).

Evolution des cours des matières premières

Septembre-26	Matières premières énergétiques		Matières premières agricoles			Bois d'œuvre	
	Pétrole	Gaz naturel	Cacao	Café	Huile de palme	Grumes	Bois scié
	Brent (USD/barils)	(USD/mmbtu)	(USD/kg)	(USD/kg)	(USD/mt)	(USD/mètre cube)	
Valeur	102	3	6	7	1180	403	643
Variation mensuelle (%)	21%	6%	-1%	-9%	4%	-1%	-1%
Variation annuelle (%)	54%	-1%	-16%	-18%	14%	-2%	-1%
Variation sur 5 ans	41%	-42%	131%	46%	0%	-2%	-2%
Variation sur 10 ans	127%	-1%	106%	87%	48%	3%	2%

Source : World Commodities Markets (Banque mondiale, actualisation au rythme mensuel)

Clause de non-responsabilité – La Direction générale du Trésor s’efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, elle ne peut en aucun cas être tenue responsable de l’utilisation et de l’interprétation de l’information contenue dans cette publication.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Efi FRAGER (Service économique régional de Yaoundé)

Rédacteurs : Ibrahim BARRY - Mohamed AYIAGNIGNI – Adrien REBET - Evelyne SILA – Laura LANDREIN – Tony DE AMORIM (SER Yaoundé) ;
Vincent FLEURIET - Ingrid ORAMALU – Hector BIANCONI (SE Brazzaville) ;
Michel BOIVIN – Matys-Andria PARMENTIER (SE Libreville) ;
Pierre SEJOURNE – Joël KAZADI KADIMA (SE Kinshasa) ; Naïma TAHRAN (Correspondante Tchad)

[Rendez-vous sur cette page](#) pour vous abonner & suivez notre page [Linkedin](#).